

# Ces banques qui détiennent les clés du paradis fiscal

En 2008, Liliane Bettencourt, impliquée dans une affaire de financement occulte de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, a touché près de 10 millions d'euros au titre du bouclier fiscal. Un an après, une enquête d'Alternatives Economiques révélait que la BNP, avec 189 filiales « offshore » était la banque française la plus présente dans les paradis fiscaux.

Pourtant Baudouin Prot, Président-Directeur Général de la BNP, comme la plupart des patrons de grandes banques françaises, persiste dans un discours de négation de ce type d'activités douteuses. En 2010, le chiffre est passé à 347... Malgré le discours de Nicolas Sarkozy au sommet du G20 de novembre 2011 dans lequel il condamne avec force les paradis fiscaux, la liste de ces derniers ne cesse de se réduire comme peau de chagrin. Outre l'hébergement de l'argent du trafic de drogue ou d'armes voire de groupes terroristes, les paradis fiscaux sont utilisés par les banques pour proposer des solutions d' « optimisation fiscale » à leurs clients fortunés ainsi qu'à de grands groupes. Quand on sait, comme le souligne le journaliste Antoine Peillon, auteur de "Ces 600 milliards qui manquent à la France" aux Editions du Seuil, que cette activité consiste principalement en la création de sociétés écran dont le seul but est d'éviter aux clients de payer l'impôt dans leur pays de résidence, autant parler d'évasion fiscale. D'ailleurs, la BNP s'est vue contrainte il y a peu de clôturer un de ses fonds d'investissement luxembourgeois. Luxumbrella permettait à ses détenteurs de bénéficier des avantages fiscaux réservés aux fonds de pension et autres investisseurs institutionnels. C'est pourquoi Sauvons les riches et Roosevelt2012, sensibles à la cause des fortunés ont décidé d'agir en organisant une séance gratuite d'optimisation fiscale. En effet, en France, les 60 milliards d'euros, selon Antoine Peillon, de recettes qui s'envolent au paradis (fiscal) chaque année ne représentent que la quasi-totalité du budget de l'Education Nationale. Dans un contexte où le spectre de la dette hante les esprits de nos dirigeants et justifie des politiques d'austérité aussi destructrices socialement qu'économiquement fausses, la lutte contre les paradis fiscaux devrait être une priorité. Sauvons les riches et Roosevelt2012 appellent le gouvernement français à prendre en priorité les mesures suivantes :

- Rendre obligatoire la transparence des comptes des entreprises afin de les empêcher de profiter de montages comptables et financiers leur évitant de déclarer leurs bénéfices.
- Acter le boycott par l'état et les collectivités territoriales des entreprises ayant des filiales dans les paradis fiscaux (détails sur [www.roosevelt2012.fr](http://www.roosevelt2012.fr)).